

Unité départementale de la Somme
Pôle Jules Verne
12, rue du Maître du monde
80440 Glisy

Glisy, le 23/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROCTER et GAMBLE AMIENS

Rue André Durouchez
BP 1336
80000 Amiens

Références : 20240419
Code AIOT : 0005101904

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2024 dans l'établissement PROCTER et GAMBLE AMIENS implanté Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCTER et GAMBLE AMIENS
- Z.I. Nord Rue André Durouchez BP 90045 80082 Amiens
- Code AIOT : 0005101904
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société PROCTER & GAMBLE exploite des installations de fabrication de produits lessiviels dans la zone industrielle d'Amiens Nord sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2022 fixant les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement.

Le site est classé Seveso Seuil Haut et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (IED).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Vieillesse (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 3 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	9) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	10) Surveillance de l'installation	AP Complémentaire du 05/12/2022, article 7.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
12	11) Gestion des rétentions	AP Complémentaire du 05/12/2022, article 7.4.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
5	Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet
6	Modalités de suivi des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réservoirs		
7	Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
9	Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats, il est proposé à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités :</p> <p>1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;</p> <p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site stocke des liquides inflammables. Il est soumis à autorisation pour les rubriques 1436 et 4330 (selon l'APC du 05/12/2022) et classé seveso seuil haut.</p> <p>L'arrêté ministériel du 03/10/2010 est applicable à l'établissement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis à autorisation au titre de 12 rubriques ICPE (selon l'APC du 05/12/2022). C'est un site seveso seuil haut.</p> <p>L'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 est applicable à l'établissement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Docs Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de dossier individuel des réservoirs et récipients soumis au plan de modernisation des installations industrielles pour chaque équipement.</p> <p>L'exploitant a présenté celui du réservoir BFA T250 1002. Il contient les caractéristiques de l'équipement, des informations sur sa fabrication, le produit contenu, la fréquence des inspections.</p> <p>Observation : L'exploitant veillera à modifier la colonne sur la fréquence appliquée car il est indiqué que le contrôle interne hors exploitation avec mesures d'épaisseurs est réalisé tous les 4 ans alors que dans les faits, il est réalisé tous les 10 ans.</p> <p>L'exploitant a également mis en place un plan d'inspection par équipement qui présente les</p>

textes de références, les caractéristiques du réservoir et les attendus des visite de routine et inspection (points de contrôle, intervenant et fréquence).

L'exploitant a présenté un tableau de suivi informatisé sur lequel apparaissent notamment :

- les différents réservoirs et leurs caractéristiques,
- les visites de routine : la périodicité (un an), la date de la dernière visite et celle de la prochaine visite (prévisionnelle),
- les inspections externes détaillées : la périodicité (5 ans), la date de la dernière visite et celle de la prochaine visite (prévisionnelle),
- les inspections hors exploitation (inspection interne) : la périodicité (10 ans), les dates de la dernière visite et de la prochaine visite (prévisionnelle).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Point 3 de l'annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, procédures et SGS

Prescription contrôlée :

(...) Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

Elles permettent a minima :

- le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ; le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre des rubriques 4330, 4331, 4722, 4734 et 1436 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ; le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression (...)

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir mis à jour son SGS en 2023 et qu'il présente des procédures PM2I sur l'aspect inspection des équipements.

Par courriel du 26/04/2024, l'exploitant a transmis une copie des procédures locales mises en place pour l'organisation des inspections tuyauteries, des bacs et des rétentions qui s'applique aux équipements PM2I : elles présentent l'objectif, l'organisation interne de l'exploitant pour réaliser les visites de routine, les inspections externalisées (5 et 10 ans), réalisées par un organisme accrédité, les attendus (conclusions des contrôles) et suites données en fonction des conclusions émises.

Les procédures ne couvrent pas tous les aspects du PM2I : elles ne présentent pas les procédures relatives au recensement des équipements, sa mise à jour, les actions réalisées lorsqu'un équipement n'est plus utilisé, les actions à réaliser lors de sa remise en service, les intervenants aux différentes étapes,...

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera les procédures mises en place en formalisant les actions réalisées pour le recensement des équipements et sa mise à jour au fil de l'eau. Elle pourra utilement contenir les informations suivantes : les modalités de mise en place de l'inventaire des équipements et ouvrages concernés, des logigrammes relatifs au recensement (est-ce que l'équipement est concerné ou non) et au suivi des équipements (état initial, programme et plan d'inspection, périodicité des visites et inspections) des équipements (réservoirs, massifs, cuvettes, tuyauteries et leurs supports), le rôle et les responsabilités des intervenants ; et être accompagnée d'une ou plusieurs cartes de localisation des différents équipements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.
<p>Constats :</p> <p>Le tableau présente les différents critères de l'arrêté ministériel qui ont permis à l'exploitant d'identifier dans son recensement, 5 réservoirs soumis au présent article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modalités de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède</p>

:

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;
- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.
- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

L'exploitant a présenté son programme d'inspection des cuves de stockages. Le plan d'inspection du réservoir T2501001 a été présenté : il est indiqué que le programme s'appuie sur les arrêtés ministériels du 4/10/2010 et du 3/10/2010, et le DT94.

L'exploitant a indiqué que les visites de routines sont réalisées en interne, et que les visites externes et hors exploitation sont externalisées. Les rapports présentés ont été réalisés par l'APAVE.

L'exploitant a présenté à l'appui du tableau de recensement des équipements les dates des deux dernières visite de routine, les dates des deux dernières inspections externe détaillées, les dates des dernières inspections hors exploitation détaillées, les futures dates de visites et inspections pour chaque réservoir. C'est le Risk Manager qui surveille et gère la programmation des visites et inspections des équipements via un logiciel de suivi.

Les délais sont respectés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du

fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des massifs des réservoirs, cuvettes de rétention, tuyauteries et support de tuyauteries.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m ³ ; - (...). L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
Constats : L'exploitant dispose principalement des documents par équipement de manière dématérialisée. Seules les fiches de visite de routine sont sur support papier, rangées dans des classeurs par équipement. Au vu des documents présentés, le programme d'inspection des massifs et cuvettes de rétention s'appuie sur le DT92. L'exploitant a indiqué que les visites de routines sont réalisées en interne, et que les visites quinquennales sont externalisées à un organisme accrédité tel que l'APAVE. L'exploitant a présenté à l'appui du tableau de recensement des équipements, les dates des deux dernières visites de routine, les dates des deux dernières inspections externe détaillées, les futures dates de visite et inspections. C'est le Risk Manager qui surveille et gère la programmation des visites et inspections des équipements via un logiciel de suivi. Les délais sont globalement respectés.
Observation : L'exploitant transmettra les comptes-rendus des visites quinquennales des

équipements qui doivent être réalisées cette année.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Examen d'un dossier de réservoir – Etat initial

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Des documents de l'équipement T2501002 (réservoir de BFA) ont été présentés ; il a été vu le dossier de suivi individuel, le plan d'inspection, le classeur contenant les fiches de visites de routine, le dernier rapport d'inspection externe détaillée, le dernier rapport d'inspection hors exploitation détaillée.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'appui du tableau de recensement des équipements les dates des dernières visites de routine, hors exploitation, externes détaillées, et les futures dates de visites et inspections.</p> <p>Le réservoir fait l'objet d'un contrôle annuellement, tous les 5 ans et tous les 10 ans.</p> <p>La dernière visite annuelle a eu lieu le 27/02/2024, la dernière inspection externe détaillée le 30/11/2021 et la dernière inspection hors exploitation, le 13/04/2016.</p> <p>Lors d'échanges avec l'exploitant sur la réalisation des travaux, celui a indiqué que lorsqu'il y avait des travaux à réaliser, les éléments étaient remontés au service concerné qui gérât le financement et la réalisation. Une fois les travaux terminés, un contrôle était effectué mais cela n'était pas tracé dans les dossiers des équipements.</p> <p>Observation : L'exploitant intégrera dans le dossier de chaque équipement, les éventuels travaux réalisés suite à la réalisation de l'état initial et des différents contrôles (après travaux et périodiques) pour chaque équipement (réservoirs, cuvettes, massifs, tuyauteries et supports de tuyauteries).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 9) Examen d'un dossier de réservoir – Rapports de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3
Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (réservoir soumis)

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. - pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
<p>Constats :</p> <p>Des documents du dossier de l'équipement T250-1002 (réservoir de stockage de BFA) ont été vus, notamment, le dossier de suivi individuel, le programme d'inspection, les derniers rapports d'inspection.</p> <p>Les visites de routine ne sont pas conclusives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 11 : 10) Surveillance de l'installation

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2022, article 7.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, formation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation des différentes installations doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant la connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que son exploitation induit (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir 3 agents en charge de la réalisation des visites de routine dont 2 spécialisées sur le contrôle des tuyauteries et de leurs supports. La formation de ces agents doit être améliorée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : 11) Gestion des rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2022, article 7.4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée (...).
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les fiches de visite de routine de 2023 et 2024 de la rétention associée au réservoir T250 1002. Il est relevé des incohérences entre les fiches de visite 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois